



(1)
(N° 175)

A RESTITUER S.V.P.
TERUGBEZORGEN A.U.B.

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 FÉVRIER 1926

PROPOSITION DE LOI

relative aux incompatibilités parlementaires et ministérielles

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'honorable M. Franck a annoncé le dépôt d'un amendement au projet de loi prorogeant la durée de la Banque Nationale.

Cet amendement interdirait le cumul du mandat de Membre des Chambres législatives avec celui d'administrateur, directeur, censeur de la Banque Nationale.

La proposition de M. Franck répond à une idée qu'il faut approuver sans réserve, et nous sommes heureux qu'elle ait été déposée. Elle nous fournit l'occasion de saisir la Chambre d'un projet général relatif à une question très importante, réglée imparfaitement jusqu'ici, celle des incompatibilités entre les mandats parlementaires et certaines fonctions ou qualités. Il est nécessaire aussi que la loi détermine, en même temps, d'une façon aussi complète qu'il sera possible, certaines règles propres à maintenir l'indépendance du mandataire public vis-à-vis du Pouvoir exécutif, à éviter que le mandat parlementaire puisse servir les intérêts privés du mandataire, ou que celui-ci puisse être placé entre sa conscience, ses devoirs parlementaires et ses intérêts privés.

*
*
*

Le Parlementarisme subit, à l'heure actuelle, de violents assauts.

Il apparaît que les assaillants visent bien plus la démocratie que l'institution parlementaire elle-même. Celle-ci a des défauts, comme les institutions les meilleures d'ailleurs, puisque chacune d'entre elles ne vaut que ce que valent ceux qui la représentent. Nous la croyons supérieure cependant à celles que souhaitent à l'heure présente des hommes qui, sous prétexte d'autorité, demandent un système de Gouvernement dont l'aboutissement fatal doit être le despotisme et la suppression de la liberté. Les systèmes de gouvernements absolus ne sont point des inventions nouvelles; ils ont fait leurs preuves; le passé est là; l'on sait où ils ont mené les peuples et le Monde.

La liberté est précieuse; gardons-la. Et, pour justifier notre pensée, il nous suffira de rappeler ici les paroles d'un orateur qui illustra la tribune française. Elles sont d'actualité :

« Je ne veux pas feindre un culte que je ne sens pas dans le cœur, encore
» moins dans l'intelligence.

» J'ai passé ma jeunesse à admirer et à maudire quelquefois ce gouvernement.

» Je lui dois beaucoup cependant ; je lui dois le sentiment, l'amour, la passion
 » de la liberté, par ce sentiment de la compression publique qui pesait alors sur
 » toutes les poitrines, et que son nom seul fait encore retentir. Oui, j'ai compris
 » pour la première fois ce que valaient la pensée et la parole libres en vivant sous
 » ce régime du silence et de la volonté unique dont les hommes d'aujourd'hui ne
 » voient que l'éclat, mais dont le peuple et nous-mêmes nous sentions la pesan-
 » teur.

» Et c'est ce qui explique comment un autre gouvernement fut accueilli par
 » les hommes de mon âge. Bonaparte et la gloire d'un côté ; la liberté et les
 » institutions de l'autre ; nous fîmes comme nos pères, nous embrassâmes la
 » liberté (1) ».

Si cependant nous voulons conserver à la Nation sa souveraineté, et au Parlementarisme, qui en est l'expression, toute sa force, sachons maintenir la pureté de ses mœurs et l'écartier des compromissions. Gardons-lui le désintéressement nécessaire. Notre projet n'a pas d'autre portée. Nous défendrons mieux nos institutions en enrayant le mal qui pourrait les ronger qu'en fermant les yeux pour ne pas devoir en parler.

Les seules dispositions qui organisent les incompatibilités entre la qualité de membre des Chambres et certaines fonctions sont celles des art. 238 et 239 de la loi du 28 juin 1894, modifiées et complétées par les lois des 24 octobre 1921 et 15 février 1924.

Art. 238. — Les membres des Chambres législatives ne peuvent être, en même temps, fonctionnaire ou employé de l'État, ministre des Cultes rétribué, avocat en titre des administrations publiques, agent du caissier de l'État ou commissaire du Gouvernement auprès d'une société anonyme. Il est fait exception pour les Ministres.

Les candidats élus dans ces conditions ne sont admis à la prestation du serment qu'après avoir résigné leurs emplois ou fonctions.

Il est fait de même exception en ce qui concerne les sénateurs à désigner par le Sénat, pour les professeurs des Universités de l'État.

Art. 239. — Les membres des Chambres législatives ne peuvent être nommés à des fonctions salariées par l'État qu'une année au moins après la cessation de leur mandat. Sont exceptées : les fonctions de Ministre, d'agent diplomatique et de gouverneur ou de greffier de province.

Sont exceptées de même, en ce qui concerne les sénateurs désignés par le Sénat, les fonctions de professeur des Universités de l'État.

La pratique a démontré que ces dispositions sont insuffisantes ; pour les compléter, nous nous sommes inspirés de certains principes qui ne nous paraissent pas pouvoir être discutés.

I. — Le premier principe que nous avons voulu voir sanctionner d'une façon absolue est celui-ci :

Une des missions des Membres de la Chambre et du Sénat est d'exercer un contrôle sur la gestion de certaines affaires : Banque Nationale, régies, etc. Ce contrôle peut devenir illusoire de la part du Représentant ou du Sénateur qui

(1) Discours de Lamartine, sur le retour des cendres de l'Empereur Napoléon.

exerce un mandat d'administrateur, de commissaire, de censeur, etc., dans ces institutions ou organismes. Bien plus, il pourrait avoir une tendance à prendre la défense d'une gestion à laquelle il a participé, contre ses propres collègues qui voudraient émettre des critiques. Ceux-ci pourraient, d'ailleurs, éprouver quelque scrupule à critiquer des actes qui impliqueraient, tout naturellement, une critique à l'égard d'un collègue qui sera souvent un ami.

Nous avons voulu viser tous organismes, sans exception, dépendant de l'État ou soumis à son contrôle. Nous avons repris, pour être le plus complet possible, un texte qui nous paraît heureux. C'est celui de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1846, relatif aux incompatibilités qui frappent le mandat de Conseiller à la Cour des Comptes, et qui s'exprime comme suit :

« Les Conseillers à la Cour des Comptes ne peuvent être membres de l'une ou de l'autre des Chambres législatives, ni remplir aucun emploi auquel est attaché un traitement ou une indemnité sur les fonds du Trésor, ni être directement ou indirectement intéressé ou employé dans aucune entreprise ou affaire sujette à comptabilité envers l'État ».

Le principe consacré par ce texte était d'ailleurs fixé déjà, d'une façon beaucoup plus générale, par la loi du 24 vendémiaire an III : « Aucun citoyen ne peut » exercer ni concourir à l'exercice d'une autorité chargée de la surveillance médiate » ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité ».

II. — Il n'est point besoin de justifier qu'un membre des Chambres législatives ne peut conclure un marché ou une entreprise pour le compte de l'État.

Nous avons tenu à voir préciser que la même règle doit être suivie à l'égard des sociétés qui ont, à leur tête, à quelque titre que ce soit, un membre des Chambres. Il s'agit d'éviter deux sortes d'abus : Une société, dont un des administrateurs ou commissaires est représentant ou sénateur exécute mal le marché ou l'entreprise ; l'administrateur ou commissaire, membre des Chambres, se trouve placé entre sa conscience et son devoir. Mais l'inconvénient le plus grave est que, en cas de conflit avec l'État, cet administrateur sera tenté d'user de son influence personnelle dans l'intérêt de sa société, contre celui de l'État.

Pour les mêmes raisons, ces sociétés ne pourront obtenir de concessions de l'État. Ici s'ajoute un argument : Il faut éviter le jeu des influences dans l'octroi de la concession. Ceci n'est pas théorique : des abus ont été dénoncés au Parlement dans ces dernières années.

III. — On a souvent critiqué le cumul du mandat législatif et celui d'administrateur de société.

La même critique s'est faite en ce qui concerne les Membres du Barreau.

Au fond, s'il est facile d'arriver à une interdiction pour ces derniers, la situation est beaucoup plus délicate quand il s'agit de parlementaires.

On devrait pouvoir faire la distinction entre ceux dont la fonction normale est d'administrer des sociétés — banquiers, industriels et commerçants — et que le Parlement a intérêt à s'attacher, et ceux dont la profession est tout autre, et qui n'ont été désignés, comme administrateurs de sociétés, que pour leur nom ou leurs titres, et point pour leur compétence.

La distinction entraînerait des complications. Aussi nous bornerons-nous à adopter un système qui peut donner satisfaction.

La qualité de Membre des Chambres ou de Ministre n'implique pas une compétence financière, industrielle ou commerciale spéciale. Pourquoi, dès lors, faire figurer ces qualités dans les actes de sociétés ? Nous admettons que ce n'est point

toujours pour influencer le public ; admettons même que ce ne soit jamais le cas et disons que cela pourrait l'être.

Cela doit suffire pour justifier notre proposition d'interdire ces mentions dans tous actes de société. Il ne faut point qu'on puisse dire qu'un membre des Chambres, un Ministre ou ancien Ministre, se soit servi de ces qualités dans un intérêt d'argent.

Le texte que nous proposons évitera, à l'avenir, de tels reproches.

IV. — L'interdiction formulée au sujet des parlementaires qui sont avocats, avoués ou notaires, est déjà visée en partie par l'article 238 de la loi du 28 juin 1894, qui interdit au parlementaire d'être avocat en titre de l'État. Nous complétons cette interdiction.

Il y a un principe de droit public auquel nous devons rester attachés, de plus en plus : c'est celui de l'indépendance des Membres du corps législatif vis-à-vis de l'exécutif. L'article 240 de la loi du 28 juin 1894 l'applique en ce qui concerne l'octroi de décorations ou de titres de noblesse.

Il convient, à notre avis, de l'appliquer à toutes questions d'intérêts. Un Ministre peut satisfaire des amis, ou désarmer des adversaires, en confiant à des parlementaires des procès importants de l'État. Nous voulons bien reconnaître, de nouveau, que lorsque des parlementaires sont chargés de tels procès, ils ne le doivent qu'à leur talent, ou, ce qui peut ne pas être essentiellement critiquable, à l'amitié d'un Ministre. Mais, nous le répétons, en déposant le présent projet de loi, notre but n'est pas uniquement d'éviter les abus, mais de désarmer les critiques, mêmes injustifiées.

La disposition que nous proposons est d'ailleurs reprise de la loi communale. Il va de soi que, comme le fait celle-ci, notre projet permet aux parlementaires de plaider pour l'État gratuitement.

Les raisons qui justifient l'interdiction pour un Conseiller communal de plaider ou de donner avis contre la commune sont d'application à l'égard d'un membre des Chambres législatives.

V. — Les principes de la responsabilité ministérielle n'ont jamais été très nettement définis. L'article 90 de la Constitution prévoit que la loi les déterminera. Celle-ci ne l'a pas fait. Cette responsabilité a fait l'objet d'études nombreuses, mais les règles de cette responsabilité n'ont jamais été concrétisées d'une façon systématique.

L'article 175 de la loi d'organisation judiciaire se borne à établir, d'une façon générale, une incompatibilité entre les fonctions judiciaires et certaines fonctions d'ordre administratif. Celles-ci comprennent les fonctions ministérielles.

L'article 245 du Code pénal, qui ne s'applique pas aux députés ou sénateurs, s'applique aux ministres.

En dehors de ces textes, il n'y a rien.

Notre projet n'a pas pour but de résoudre l'ensemble du problème, la matière étant très complexe : notre objectif n'est autre que de faire voter, sans retard, des dispositions au sujet desquelles aucun désaccord ne pourra surgir.

Nous nous bornons à rendre obligatoire une règle qui a toujours été suivie dans la pratique : c'est celle de l'interdiction pour un Ministre d'être administrateur de sociétés. Nous savons que dans de très nombreux cas le cumul n'offrirait aucun inconvénient pour l'État, mais nous savons aussi que dans plus d'un cas le Ministre peut se trouver placé entre l'intérêt de la collectivité et ceux de la société qu'il administre. Ce sera le cas, par exemple, lorsque des collectivités exploiteront, en régie, les mêmes affaires que certaines sociétés auxquelles le

Ministre est attaché. Quelle sera la situation du Ministre si ces collectivités et ces sociétés privées se disputent des concessions? Même si le Ministre montre, dans l'examen des dossiers, la plus stricte impartialité, des soupçons naîtront facilement.

Pour éviter toutes difficultés, mieux est d'adopter une intervention radicale.

VI. — Enfin, un Ministre a accordé une concession à une société. En sortant de charge, le Ministre entre dans l'administration de ladite société. Notre histoire parlementaire enregistre les protestations véhémentes que soulevèrent, en leur temps, des cas de l'espèce.

Il vaut mieux, qu'ils ne se reproduisent plus. Notre projet les rend, si pas impossibles, du moins beaucoup plus difficiles.

*
* * *

Les sanctions que nous avons prévues ne demandent pas de commentaires. Certaines sont sévères. Mais, nous en sommes certains, elles ne devront jamais être appliquées.

EUGÈNE SOUDAN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 FEBRUARI 1926.

Wetsvoorstel

betreffende

de parlementaire en ministerieele onvereenbaarheden

TOELICHTING

MIXTE HEEREN.

Ons achtbare heer Franck heeft aangekondigd, dat hij een amendement indienen zou op het wetsontwerp tot verlenging van den duur der Nationale Bank.

Bij dit amendement, wordt het mandaat van lid der Wetgevende Kamers onbestaanbaar verklaard met die van beheerder, bestuurder censor der Nationale Bank.

Het voorstel van den heer Franck steunt op eene meening die onvoorwaardelijk moet worden goedgekeurd, en met genoegen zien wij dit voorstel neergelegd. Daardoor wordt ons de gelegenheid gegeven bij de Kamer een ontwerp aanhangig te maken betreffende een zeer belangrijk en tot nog toe onvolkomen geregeld vraagstuk, namelijk dat der onvereenbaarheden van een parlementair mandaat met sommige ambten of bevoegdheden. Eveneens is het noodzakelijk dat door de wet terzelfdertijd zoo nauwkeurig mogelijk sommige regels worden vastgesteld tot het handhaven der onafhankelijkheid van den openbaren lasthebber tegenover de Uitvoerende Macht, tot het vermijden dat het parlementaire mandaat de persoonlijke belangen van den lasthebber dienen zou, of dat deze in verzoeking worde gebracht tusschen zijn geweten, zijne parlementaire plichten en zijne persoonlijke belangen.

Het Parlementarisme wordt heden ten dage geweldig aangevallen.

Klaarblijkend echter doelen de aanvallers veeleer op de democratie dan op de parlementaire instelling zelf. Deze heeft ongetwijfeld, zooals overigens de beste instellingen, hare gebreken, vermits die instellingen juist zooveel waard zijn als de vertegenwoordigers ervan. Wij verkiezen niettemin het parlementarisme boven de instellingen welke thans worden gevraagd door menschen die, onder de benaming van gezag, een Regeeringsvorm eischen, die onvermijdelijk uitkomen moet op dwingelandij en wegeijfening van alle vrijheid. De onbeperkte heerschappij is geen nieuwe uitvinding; zij heeft haar proefstuk geleverd; het verleden is daar; men weet waartoe zij de volken en de wereld heeft geleid.

De vrijheid is iets kostbaars; laten wij ze behouden. Om onze meening te billijken zal het volstaan hier te herinneren aan de woorden van een redenaar die een luister was voor het Fransche sprekerstalent. Zijne woorden zijn volkomen actueel:

« Ik wil niet voorgeven een cultus te vereeren, dien ik in het hart en nog minder in den geest zou gevoelen.

» Mijne jeugd is voorbijgegaan in het bewonderen en soms in het vloeken van deze Regeering. En toch ben ik haar veel verschuldigd; haar heb ik te danken het gevoel, de liefde, den drift voor de vrijheid; en wel wegens dit gevoel van openbare drukking die op aller hart woog, en waarvan de bloote den weerklank geeft. Ja, voor de eerste maal heb ik verstaan wat de vrije gedachte en het vrije woord waard zijn, daar wij leefden onder het regime van het gedwongen zwijgen en van de eenige wilsbeschikking, waarvan de menschen van heden ten dage nog slechts den afgeworpen luister zien, doch waarvan het volk en wij zelf de zware drukking hebben gevoeld...

» Dit verklaart de wijze waarop eene andere Regeering door de menschen van mijn leeftijd werd onthaald. Bonaparte met de glorie, eenerzijds; de vrijheid en de instellingen, anderzijds; wij hebben gedaan zooals onze voorvaderen, wij hebben de vrijheid omhelsd » (1).

Willen wij aan de Natie hare souvereiniteit, en aan het Parlementarisme, dat er de uitdrukking van is, al zijne macht bewaren, dan moeten wij de gebruiken ervan ongeschonden handhaven en alle gevaarlijk geschipper vermijden. De noodzakelijke belangloosheid moeten wij bewaren. Wij zullen beter onze instellingen verdedigen met de vretende kwaal te weren dan met de oogen voor de kwalen te sluiten.

De onvereinbaarheid van de bevoegdheid van lid der Kamers met sommige ambten wordt enkel bepaald door de beschikkingen der artikelen 238 en 239 der wet van 28 Juni 1894, gewijzigd en aangevuld door de wetten van 24 October 1921 en 15 Februari 1924.

Art. 238. — « De Leden der Kamers mogen niet terzelfder tijd ambtenaar of bezoldigd beante van den Staat zijn, noch bedienaar van door den Staat bezoldigde eerediensten, advocaat van de openbare besturen, agent van Staatskassen, noch commissaris der Regeering bij eene naamlooze vennootschap. Er wordt eene uitzondering gemaakt voor de ministers.

De candidaten, in die voorwaarde verkoozen, worden tot de eedaflegging maar toegelaten, wanneer zij van hun ambt hebben afgezien.

Er wordt mede uitzondering gemaakt voor de door den Senaat te benoemen senatoren, voor de professoren van de Staatshoogescholen.

Art. 239. — De leden der Kamers mogen slechts tot bezoldigde ambten van den Staat worden benoemd, een jaar ten minste nadat hun mandaat een einde nam. Daarvan worden uitgezonderd het ambt van minister, het ambt van diplomatisch agent en van gouverneur of griffier eener provincie.

Deze uitzondering geldt ook, voor wat de door den Senaat benoemde senatoren betreft, het ambt van professor van een der Hoogescholen van den Staat.

Uit de ervaring is gebleken, dat deze bepalingen onvoldoende zijn; om deze ongenoegzaamheid aan te vullen, hebben wij ons gesteund op sommige beginselen die ons onbetwistbaar toeschijnen.

I. — Het eerste beginsel dat wij volstrekt zouden willen doen bekrachtigen is :

Tot de taak van de Leden van Kamer en Senaat hoort het uitoefenen van toe-

(1) Redevoeringen van Lamartine.

zicht over het beheer van sommige zaken, als de Nationale Bank, de regieën, enz. Het kan zijn dat dit toezicht een woord zonder beteekenis wordt voor den Volksvertegenwoordiger of den Senator die een mandaat van beheerder, van commissaris of van censor, enz. uitoefent in deze instellingen of organismen. Meer nog, hij zou er kunnen toe geneigd zijn een beheer, waaraan hij heeft deelgenomen, te verdedigen tegen zijne eigen collegas in, die kritiek zouden willen uitoefenen. Deze zouden er overigens eenig bezwaar kunnen in vinden de daden te beknibbelen die natuurlijkerwijze eene afkeuring zouden beteekenen van een collega die dikwijls een vriend zal zijn.

Wij hebben daarin willen betrekken al de organismen zonder uitzondering die afhangen van den Staat of onder zijn controle staan. Om zoo volledig mogelijk te zijn, hebben wij een tekst overgenomen die ons gelukkig scheen, namelijk dezen van artikel 2 van de wet van 29 October 1846 op de onvereinbaarheid inzake het mandaat van Raadsheer bij het Rekenhof, en die luidt :

« De Raadsheeren bij het Rekenhof kunnen geen lid zijn van een van beide Wetgevende Kamers, noch eenig ambt uitoefenen waaraan eene wedde of eene vergoeding op de geldmiddelen van de Schatkist is verbonden, noch rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in of bediende zijn bij eene onderneming of zaak die tegenover den Staat rekenplichtig is. »

Het beginsel, door dezen tekst bekrachtigd, was ten andere op eene veel algemeenere wijze reeds vastgesteld door de wet van 24 vendémiaire jaar III : « Geen burger kan een gezag, belast met het rechtstreeksch of het onrechtstreeksch toezicht over de ambten die hij in eene ander hoedanigheid waarneemt, uitoefenen of helpen uitoefenen. »

II. — Het is onnoodig te willen bewijzen dat een lid van de Wetgevende Kamers voor rekening van den Staat geene handelsovereenkomst of eenige onderneming mag sluiten.

Wij hebben willen bepalen dat dezelfde regel moet gevolgd worden wat betreft de vennootschappen aan wier hoofd, eender in welke hoedanigheid, een Lid van de Kamers staat. Het geldt hier twee soorten van misbruiken te vermijden. Eene vennootschap, waarvan een der beheerders of commissarissen, Volksvertegenwoordiger of Senator is, voert de overeenkomst of de onderneming slecht uit ; de beheerder of commissaris, lid van de Kamers, staat geplaatst tusschen zijn geweten en zijn plicht. Maar het ergste bezwaar is dat, in geval van conflict met den Staat, deze beheerder er zal toe overhellen zijn persoonlijken invloed te doen gelden in het belang van zijne vennootschap, tegen dit van den Staat.

Om dezelfde gronden kunnen deze vennootschappen geene concessies van den Staat bekomen. Hier is een ander argument : men moet bij het verleenen van de concessie het aanvoeren van invloeden terzijde houden. Dit is geene theorie : misbruiken werden in de laatste jaren in het Parlement aangeklaagd.

III. — Men heeft dikwijls bezwaren geopperd tegen het cumuleeren van het wetgevend mandaat en dit van beheerder van vennootschappen.

Dezelfde kritiek werd uitgeoefend wat betreft de leden van de Balie.

Zoo het in den grond gemakkelijk is de cumulatie aan deze laatsten te verbieden, wordt de toestand veel kiescher waar het parlementsleden geldt.

Men zou het onderscheid moeten kunnen maken tusschen degenen wier normale functie het is vennootschappen te beheeren, als bankiers, nijveraars en handelslieden, en aan wier medewerking het Parlement alle belang heeft, en degenen die een geheel ander ambt uitoefenen, en die tot beheerders van ven-

nootschappen werden benoemd alleen wegens hun naam of hunne titels, en niet wegens hunne bevoegdheid.

Het onderscheid zou verwikkelingen medebrengen. Daarom willen wij ons bepalen bij een stelsel dat aan ieder voldoening kan schenken.

De hoedanigheid van Kamerlid of Minister betekent niet dat men eene bijzondere bevoegdheid bezit op financieel gebied, in de nijverheid of den handel. Waarom moet men dan deze hoedanigheid vermelden in de akten der vennootschappen? Wij nemen aan dat men het niet altijd doet om op het publiek indruk te maken; laten we zelfs toegeven dat dit nooit het geval is, en zeggen dat het zou kunnen gebeuren. Dit moet volstaan om ons voorstel tot het verbieden van dergelijke vermeldingen in alle akten van vennootschappen te billijken. Men moet de gelegenheid niet hebben te zeggen dat een lid of een gewezen lid van de Kamers, een Minister of een ond-Minister, gebruik gemaakt heeft van die hoedanigheid uit winstbejag.

De door ons voorgestelde tekst zal in de toekomst zulke verwijten vermijden.

IV. — Het voorgestelde verbod betreffende Parlementsleden die advocaat, pleitbezorger of notaris zijn, wordt reeds gedeeltelijk verwezenlijkt door artikel 238 van de wet van 28 Juni 1894, waarbij aan een Parlementslid verboden wordt gewoon advocaat van den Staat te zijn. Wij vullen dit verbod aan.

Er is een principieel van het Staatsrecht dat wij hoe langer hoe meer in ere moeten houden : dit van de onafhankelijkheid der leden van het Wetgevend lichaam ten aanzien van de Uitvoerende Macht. Artikel 240 van de wet van 28 Juni 1894 past dit principieel toe wat betreft het toekennen van ereteekens en adellijke titels.

Naar onze meening moet men dit principieel toepassen op al de vraagstukken waarbij belangen betrokken zijn. Een Minister kan aan vrienden voldoening geven of tegenstanders ontwapenen, door aan Parlementsleden belangrijke Staatsprocessen toe te vertrouwen. Wij willen wel opnieuw erkennen dat, wanneer Parlementsleden gelast worden met het voeren van zulke gedingen, zij dit enkel te danken hebben aan hunne bekwaamheid, of aan de genegenheid van een Minister, hetgeen niet noodzakelijk af te keuren kan zijn. Doch, wij herhalen het, het doel van ons wetsvoorstel is niet alleen misbruiken te vermijden, maar ook de kritiek, zelfs de onrechtmatige kritiek te ontwapenen.

De bepaling die wij voorstellen is ten andere uit de gemeentewet overgenomen. Het spreekt vanzelf dat, evenals deze wet, ons voorstel aan de Parlementsleden toelaat, kosteloos voor den Staat te pleiten.

De redenen die het verbod billijken, wat betreft het recht van een gemeenteraadslid om te pleiten of een rechtskundig advies te verlenen tegen de gemeente, zijn ook geldig ten aanzien van een lid der Wetgevende Kamers.

V. — De principieën van de ministerieele verantwoordelijkheid werden nooit zeer duidelijk bepaald. Artikel 90 van de Grondwet voorziet dat de wet ze moet bepalen. De wet heeft dit niet gedaan. Deze verantwoordelijkheid is het voorwerp van talrijke studiën geweest, maar de regelen dezer verantwoordelijkheid werden nooit op systematische wijze in concreten vorm vervat.

Artikel 175 van de wet op de rechterlijke inrichting beperkt er zich bij op algemeene wijze te verklaren dat de rechterlijke ambten en zekere administratieve ambten onverenigbaar zijn. Deze administratieve ambten omvatten de ministerieele ambten.

Artikel 245 van het Strafwetboek, dat niet toepasselijk is op Volksvertegenwoordigers en Senatoren, is toepasselijk ten aanzien van de Ministers.

Buiten deze teksten bestaat er niets.

Ons ontwerp streeft er niet naar, het vraagstuk in zijn geheel op te lossen; dat voorstel is zeer ingewikkeld; wij hebben geen ander doel dan zonder verwijl bepalingen te doen aannemen aangaande dewelke geen enkel meeningsverschil zal kunnen oprijzen.

Wij beperken er ons bij een regel, die altijd in de practijk werd toegepast, verplichtend te maken: het verbod voor een Minister, beheerder van vennootschappen te zijn. Wij weten dat in zeer veel gevallen, de cumulatie der twee functiën geen bezwaar zou opleveren voor den Staat.

Maar wij weten ook dat in meer dan een geval de Minister kan komen te staan tusschen het belang van de gemeenschap en die van de vennootschap die hij beheert. Dit zal, bij voorbeeld, het geval zijn wanneer de gemeenschap, in regieën, dezelfde zaken zullen drijven als zekere vennootschappen waarin de Minister zal betrokken zijn. Wat zal de toestand van den Minister zijn zoo die gemeenschapsgroepen en die private vennootschappen onder elkander ijveren om concessies te bekomen? Zelfs als de Minister, bij het onderzoek der dossiers, de strengste onpartijdigheid aan den dag legt, zal gemakkelijk wantrouwen ontstaan.

Om alle moeilijkheden te vermijden is het beter een radicaal verbod aan te nemen.

...

VI. — Ten slotte dít: een Minister heeft eene concessie aan eene vennootschap verleend. Bij het verlaten van zijn ambt, treedt hij in den beheerraad van genoemde vennootschap. Onze parlementaire geschiedenis vermeldt het hevig protest dat dergelijke gevallen destijds uitlokten.

Het is beter dat zulke gevallen zich niet meer voordoen. Ons voorstel maakt ze, zoo niet onmogelijk, dan toch veel moeilijker.

...

De strafbepalingen die wij voorzien vragen geen commentaar. Enkele dezer zijn streng. Maar wij zijn er zeker van dat zij nooit zullen moeten toegepast worden.

ERGÈNE Soudan



CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROPOSITION DE LOI

**relative aux incompatibilités
parlementaires et ministérielles.**

ARTICLE PREMIER.

L'article 238 de la loi du 24 juin 1894, complétée par la loi du 24 octobre 1921, est remplacé par la disposition qui suit :

Art. 238^a). Les membres des Chambres législatives ne peuvent être en même temps, fonctionnaire ou employé salarié de l'État, ministre des cultes rétribué par l'État, agent du caissier de l'État ou commissaire du Gouvernement auprès des sociétés anonymes. Ils peuvent être ministre, et les sénateurs à désigner par le Sénat, peuvent être professeur des universités de l'État.

Le membre des Chambres législatives ne peuvent être directement ou indirectement intéressés ou employés à quelque titre que ce soit, dans aucune entreprise ou affaire sujette à comptabilité envers l'État.

Le membre des Chambres législatives qui contrevient aux dispositions du présent article est considéré d'office comme démissionnaire et remplacé; la vacance de son siège est déclarée par la Chambre dont il fait partie.

Art. 2.

La loi du 24 juin 1894 est complétée comme il suit :

Art. 238^b). — Les Membres des Chambres législatives ne peuvent, pour

WETSVOORSTEL

**betreffende de parlementaire
en ministerieele onvereinbaarheden.**

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 238 der wet van 24 Juni 1894, aangevuld door de wet van 24 October 1921, wordt door de volgende bepaling vervangen :

Art. 238^a). — De leden van de Wetgevende Kamers kunnen niet terzelfdertijd zijn : ambtenaar of bezoldigd beampte van den Staat, door den Staat bezoldigd bedienaar van een der eerediensten, agent van den Staatskassier of Regeeringscommissaris bij de naamlooze vennootschappen.

Zij mogen Minister zijn, en de door den Senaat aan te duiden Senatoren mogen leeraar zijn aan de Staatshoogescholen.

De leden van de Wetgevende Kamers mogen, te welken titel het ook zij, rechtstreeks noch onrechtstreeks belang hebben in of bediende zijn bij eene onderneming of eene zaak welke tegenover den Staat rekenplichtig is.

Het lid van de Wetgevende Kamers dat de bepalingen van dit artikel mocht overtreden, wordt ambtshalve als ontslaggever aangezien en vervangen ; de Kamer waarvan hij deel uitmaakt verklaart zijn zetel vacant.

Art. 2.

De wet van 24 Juni 1894 wordt aangevuld als volgt :

Art. 238^b). — De leden van de Wetgevende Kamers mogen voor hen

eux-mêmes ou pour autrui, conclure, aucun marché, ou entreprise pour compte de l'État, ni obtenir de celui-ci une concession quelconque. Pareille interdiction s'applique aux sociétés dont le Conseil d'administration ou de surveillance comprend un membre des Chambres législatives. Ces sociétés ne peuvent devenir concessionnaires de l'État.

Art. 238^e. — La disposition qui précède est applicable à la Colonie.

Art. 238^b. — Il est interdit à un Membre ou à un ancien Membre des Chambres législatives de prendre, dans tous les actes ou publications se rapportant à des sociétés à but lucratif, la qualité de Membre ou d'ancien Membre des Chambres législatives.

Cette interdiction s'applique aux suppléants.

Tous les actes qui contiennent contravention à cette disposition sont frappés d'une nullité d'ordre public.

Art. 238^c. — Sont punis d'une amende de 50 francs à 10,000 francs, les notaires, greffiers et tous autres officiers ministériels qui auront rédigé, transcrit ou publié un acte établi en contravention aux dispositions de l'article 2 de la présente loi.

Art. 238^d. — Les Membres des Chambres législatives ne peuvent intervenir comme avocat, avoué, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre l'État. Ils ne peuvent, en ces qualités, donner des conseils contre l'État.

Ils ne peuvent de même et en la même qualité, plaider, donner d'avis ou suivre aucune affaire litigieuse dans l'intérêt de l'État, si ce n'est gratuitement.

persoonlijk noch voor iemand anders eene overeenkomst of eene onderneming aangaan voor rekening van den Staat, noch van dezen eenige concessie bekomen. Een dergelijk verbod is mede van toepassing op de vennootschappen in wier raad van beheer of van toezicht een lid van de Wetgevende Kamers zitting heeft. Deze vennootschappen kunnen geen concessiehouders van den Staat worden.

Art. 238^e. — De voorafgaande bepaling is van toepassing op de Kolonie.

Art. 238^b. — Geen lid of gewezen lid van een der Wetgevende Kamers mag, in eender welke akten of uitgaven betreffende vennootschappen met winstgevend doel, den titel van lid of gewezen lid van de Wetgevende Kamers voeren.

Dit verbod geldt insgelijks de plaatsvervangende leden.

Al de akten opgemaakt in strijd met deze bepaling zijn, in openbare zaken, van geener waarde.

Art. 238^c. — Worden gestraft met eene geldboete van 50 frank tot 10,000 frank, de notarissen, griffiers en alle andere ministerieele ambtenaren die eene akte, opgemaakt in strijd met de bepalingen van artikel 2 dezer wet, zullen hebben opgesteld, overgeschreven of bekend gemaakt.

Art. 238^d. — De Leden van de Wetgevende Kamers kunnen als advocaat, pleitbezorger, notaris of zaakvoerder niet optreden in de rechtsgedingen tegen den Staat. Zij mogen, in die hoedanigheid, geen raad geven tegen den Staat.

Zij mogen evenmin en in dezelfde hoedanigheid, tenzij kosteloos, pleiten, advies uitbrengen of eender welke betwistbare zaak volgen in het belang van den Staat.

ART. 3.

Il est interdit aux Ministres en fonctions d'être attachés, à quelque titre que ce soit, à l'administration ou à la surveillance d'une société à but lucratif.

Les actes accomplis pour une des sociétés visées au présent article, en contravention avec l'interdiction qu'il formule seront frappés d'une nullité d'ordre public.

ART. 4.

Aucun ancien ministre ne peut accepter les fonctions énumérées à l'article précédent dans une société qui a été déclarée concessionnaire de l'Etat au moment où il était Ministre, si ce n'est cinq ans après sa sortie de charge.

ART. 5.

Les dispositions des articles 258*d* et 258*e* sont applicables aux Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat.

Le livre I^{er} du Code pénal sans exception des articles 66, 67, 69, § 2 et 83, est applicable aux infractions définies par l'article 2 de la présente loi.

ART. 3.

Aan de Ministers in functie is het verboden, eender in welke hoedanigheid, aan het beheer van of aan het toezicht over eene vennootschap met winstgevend doel verbonden te zijn.

De akten, gesteld door eene van de bij dit artikel bedoelde vennootschappen, in strijd met het daarin neergelegd verbod, zijn in openbare zaken van geener waarde.

ART. 4.

Geen enkel gewezen Minister mag de in vorig artikel opgesomde ambten aanvaarden in eene vennootschap die, concessiehoudster van den Staat werd verklaard tijdens zijn ministerschap, tenzij vijf jaar na uit zijn ambt te zijn getreden.

ART. 5.

De bepalingen van de artikelen 238*d* en 238*e* zijn toepasselijk op de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat.

Boek I van het Strafwetboek, de artikelen 66, 67, 69 § 2 en 83 niet uitgezonderd, is toepasselijk op de overtredingen bepaald bij artikel 2 van deze wet.

Eugène SOUDAN,
Max HALLET,
Louis PIÉRARD,
Jos. BOLOGNE,
W. EEKELERS,
L. BOUCHERY.